

Partout à travers la France, des femmes et des hommes sortent des sentiers battus pour produire autrement, plus durablement, plus efficacement, en adoptant des méthodes novatrices ou trop peu connues. Précurseurs à leur manière, ils font bouger les habitudes et les idées reçues. Stéphane Le Foll entend faire d'eux des modèles de l'agriculture de demain, c'est tout l'enjeu de sa démarche "Produisons autrement". Nous sommes allés à la rencontre de ces agriculteurs, pour mettre en lumière leurs initiatives individuelles ou collectives, parfois à petite échelle mais toujours riches de sens et adaptées aux enjeux économiques, écologiques et territoriaux d'aujourd'hui.



L'agro-écologie une force pour la France

L'objectif est clair : « *j'entends faire de la France le leader de l'agro-écologie en Europe.* » Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt le répète à l'envi, « *il faut inventer un nouveau modèle agricole, aller vers une agriculture à la fois économiquement et écologiquement performante.* » Tel est bien l'enjeu des années à venir : parvenir à conserver de hauts niveaux de rendement – on comptera 9 milliards de bouches à nourrir en 2050 –, tout en adoptant des modes de production plus respectueux de l'environnement. En somme : produire autant, mais avec moins. Moins de pesticides, moins d'énergie, moins de carburants, moins d'eau... Mais comment faire ? En lançant sa démarche baptisée “Produisons autrement”, en septembre dernier, Stéphane Le Foll l'a annoncé : il s'agit, dans un premier temps, « *de faire prendre conscience que la performance économique et la performance écologique ne sont pas si éloignées qu'on le dit, et que l'une peut servir l'autre* ». Pour cela, rien de plus simple : il suffit de regarder ce qui se passe, d'aller voir « *la révolution agro-écologique en marche dans nos campagnes* », dont parle le journaliste Vincent Tardieu, auteur d'une

grande enquête sur le sujet (*voir page suivante*). Et que découvre-t-on ? Des centaines de femmes et d'hommes, passionnés par leur métier, qui ont décidé, pour une raison ou pour une autre, de changer de modèle. Des agriculteurs qui ont réalisé qu'au lieu de mettre des pesticides à tout va dans leurs champs, repartir sur les bases – l'agronomie – et utiliser les fonctionnalités des écosystèmes était à la fois beaucoup plus économique et beaucoup plus intéressant ! Tous parlent de nouvelles façons de travailler qui procurent à la fois du plaisir, de la « *fierté d'exercer son vrai métier d'agriculteur* », de passion, de reconnaissance sociale...

L'enjeu désormais, et c'est bien l'ambition de Stéphane Le Foll, est de transformer ces élans individuels en stratégie et mouvement nationaux. Quels leviers activer ? Les solutions techniques sont en partie déjà connues, et expérimentées sur le terrain – tous les reportages qui suivent le prouvent. Il convient aujourd'hui de recenser ces pratiques et compléter les connaissances. Via la plateforme web contributive “Produisons autrement”, sur laquelle tous les acteurs du monde agricole sont appelés à témoigner. Par une réorientation de la recherche : l'Inra fera de l'agro-écologie une priorité dans les années à



« Nous devons aborder ces questions de l'écologie et de l'agriculture, non pas en les segmentant ou en les séparant, mais en les inscrivant dans des logiques de système. C'est la nouveauté de ce projet sur l'agro-écologie. »

Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

DONNÉES EXPRESS

La France compte 515 000 exploitations agricoles.

La France est le 1^{er} producteur de l'Union européenne (18,1 % de la production, devant l'Allemagne 13,4 % et l'Italie 12,3 %).



venir qui sera au cœur des nouveaux contrats d'objectifs signés entre l'État et les instituts techniques agricoles. Il s'agit ensuite de diffuser toutes ces connaissances aux agriculteurs en exercice, et à ceux qui prendront la relève demain. « *L'agro-écologie, à travers la réconciliation des disciplines agronomiques et écologiques, sera intégrée dans les programmes et les référentiels pédagogiques, tant dans les formations initiales que continues, et un accent sera mis sur le rôle de démonstration des fermes des exploitations de l'enseignement agricole public* », a ainsi annoncé Stéphane Le Foll. Les crédits du Casdar seront réorientés dans ce sens – trois millions d'euros dès 2013. Enfin, tout l'enjeu de la démarche "Produisons autrement" consiste à inciter les agriculteurs à se convertir à ces nouvelles pratiques. Pour cela, les leviers budgétaires sont indispensables. Les négociations de la future PAC permettront de définir les moyens d'action, en particulier sur le second pilier de la PAC (les aides au développement rural et notamment les mesures agro-environnementales). La France milite pour une PAC plus verte, encourageant les agriculteurs à choisir des pratiques en phase avec l'agro-écologie. « *Les investissements entrant dans la logique "Produisons autrement" seront soutenus, par exemple dans le cadre des Groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE), qui seront mis en place dans la loi d'avenir pour l'agriculture* », explique Stéphane Le Foll. Le ministre a confié aux services du ministère la mission transversale de favoriser la diffusion de ces nouveaux modèles, aux côtés de tous les acteurs du monde agricole. Ensemble, produisons autrement !

Alice Billouet ●

ZOOM

▲ Le projet agro-écologique pour la France

« Amplifier le mouvement en marche et le diffuser nécessite une vision et une volonté fortes. C'est l'objet du projet agro-écologique pour la France. Il sera pluriannuel et engagera tous les acteurs », a expliqué Stéphane Le Foll en présentant son projet, le 18 décembre dernier, à l'issue de la conférence nationale "Produisons autrement". Pour soutenir la mise en œuvre de ces pratiques, des programmes d'action sont mis en place ou rénovés :

Le plan écophyto, renforcé et rénové : réduire l'utilisation de pesticides, notamment en encourageant les alternatives telles que la lutte biologique ou le bio-contrôle.

Le plan écoantibio : réduire l'utilisation d'antibiotiques en élevage, en privilégiant une logique de précision plus que "d'assurance tout risque", et des systèmes de production moins dépendants.

Le plan azote/méthanisation : valoriser l'azote organique présent dans les effluents d'élevage et diminuer le recours à l'azote minéral.

Le plan biodiversité, apiculture durable : améliorer la santé des abeilles et développer la production apicole sur le territoire français.

Le plan protéines végétales : contribuer à l'autonomie fourragère des exploitations, utiliser les légumineuses pour enrichir les sols en azote.

Le programme "ambition bio 2017" : développer le bio, tant au niveau de la production que de l'aval des filières et de la consommation, et diffuser les connaissances vers les autres modèles agricoles.

→ Retrouvez le projet complet sur www.produisons-autrement.fr



POUR ALLER PLUS LOIN

▲ À lire :

Vive l'agro-révolution française !

C'est la bible en la matière. Vincent Tardieu, journaliste scientifique, signe avec *Vive l'agro-révolution française !* une enquête minutieuse sur l'agro-écologie. Parti d'un questionnement de consommateur sur l'agriculture biologique

– « en plus d'être plutôt savoureux, ces produits sont-ils vraiment meilleurs pour la santé ? Préservent-ils la planète et ma garrigue ? Ont-ils fait des milliers de kilomètres avant d'atterrir dans mon assiette ? » –, ce livre est le fruit de 19 mois de rencontres, aux quatre coins de la France, avec plus d'une centaine d'agriculteurs, de techniciens et de chercheurs, tous acteurs de l'agro-écologie à la française. Au-delà de l'agriculture biologique, Vincent Tardieu a découvert de nombreux modes de production tournés vers l'environnement (agriculture de conservation, protection intégrée, agroforesterie...). Frappé par « la grande créativité agronomique, écologique et sociale des agriculteurs qui sont inscrits dans d'autres voies », il témoigne, en près de 500 pages, denses et fouillées, sur cette révolution en marche dans nos campagnes. éd. Belin, collection Regards, juillet 2012 - 22€

▲ **Les mesures agroenvironnementales**

Ce guide présente des initiatives réussies, dans les différentes régions de France, financées par des mesures

agroenvironnementales (MAE) au sein du 2^e pilier de la PAC (développement rural). Il est destiné aux multiples décideurs confrontés à des enjeux environnementaux et qui cherchent des solutions auxquelles les exploitations agricoles peuvent contribuer grâce au Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Guide publié par le ministère de l'agriculture en décembre 2012. À télécharger sur le site www.produisons-autrement.fr

Ils en parlent...

Bertrand Hervieu, directeur du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER)

« *Inventer de nouvelles façons de travailler en agriculture, plus collectives. Construire pour ce métier une dynamique moins solitaire, plus solidaire, plus territoriale et plus complémentaire.* »

Thierry Doré, enseignant-chercheur en agronomie

« *Être capable non pas de coller à des modèles tout faits, mais tenir compte des caractéristiques de chaque exploitation agricole dans son milieu physique et socio-économique.* »

Éric Modard, céréalier

« *Repenser son système d'exploitation pour être moins dépendant des pesticides, des engrais et de l'énergie qui, de toute façon, seront de plus en plus chers et rares dans les années à venir.* »

Jean-Marc Onno, éleveur de porcs

« *Faire évoluer mon exploitation vers plus d'autonomie, notamment au niveau énergétique grâce à la méthanisation.* »

Michel Griffon, président de l'association internationale pour une agriculture écologiquement intensive :

« *Il faut utiliser l'agro-écologie pour dépasser les querelles anciennes entre "produire mieux" et "produire plus". Par exemple, au lieu de laisser les sols nus une partie de l'année, on peut augmenter la photosynthèse en exploitant la lumière du soleil par des cultures sous couvert. Cela permet de produire de la biomasse et d'enrichir les sols. C'est une alternative aux engrais chimiques.* »

Éric Petit, céréalier

« *Éviter la monoculture, faire des rotations, et appliquer le désherbage mécanique.* »

Carine Chassé, éleveuse de vaches laitières

« *Assumer ses choix, prendre des risques et en être fier.* »

Luc Delas, directeur de la Chambre régionale d'agriculture de Picardie

« *Savoir prendre le temps de l'échange et de l'expression de tous les acteurs afin d'éviter les non-dits. Cela permet d'accélérer le temps d'après, celui de l'autrement, celui de l'innovation où chacun ose la créativité.* »

Philippe Pastoureau, agriculteur

« *C'est un retour aux sources, à l'agronomie. C'est se rendre compte que son sol est vivant. Ça nécessite de remettre en cause tout ce qu'on a appris, de faire un décompactage de cerveau.* »

Retrouvez ces témoignages, et bien d'autres, sur le site www.produisons-autrement.fr, et envoyez les vôtres ! Agriculteurs, ingénieurs, techniciens, formateurs, consommateurs, citoyens, institutions... vous êtes tous invités à partager votre expérience et votre savoir-faire pour contribuer à construire l'agriculture de demain. À vos claviers ! Retrouvez aussi toute la communauté "Produisons autrement" sur les réseaux sociaux :

 [facebook.com/ProduisonsAutrement](https://www.facebook.com/ProduisonsAutrement)

 [twitter/Min_agriculture](https://twitter.com/Min_agriculture)



VITICULTURE

Jouer collectif pour la biodiversité

DEPUIS 2004, L'APPELLATION SAUMUR-CHAMPIGNY A LANCÉ UNE GRANDE CAMPAGNE DE PLANTATION DE HAIES ET DE BOSQUETS POUR PERMETTRE LE RETOUR DE LA BIODIVERSITÉ AU CŒUR DES VIGNES. LES PAYSAGES AUSSI CHANGENT, ET AVEC EUX LA PERCEPTION DE LA VITICULTURE.

« *C'est un vin léger, fruité, charnu, facile à boire : complexe et décomplexé...* », explique Patrice Retif, président du syndicat des producteurs de Saumur-Champigny. Fier de son produit, le viticulteur est également attaché à ces paysages de bord de Loire où cohabitent depuis des siècles la vigne, les bois et les autres cultures. Pourtant, dans les années 80, le vignoble connaît – comme beaucoup d'autres – une certaine dérive vers l'intensif : moins de haies, plus de désherbage... Au début des années 2000, les viticulteurs de l'appellation décident d'inverser la tendance. Soucieux de leur image et de leur cadre de vie, ils se rapprochent de Maarten Van Helden, professeur à Bordeaux Science agro (anciennement Enita), qui travaille sur le rôle de la biodiversité et des paysages pour maîtriser naturellement les populations

de ravageurs. Il apparaît en effet que les haies, bosquets, talus et autres murets végétalisés offrent des abris pour la faune et notamment pour les prédateurs de ces insectes ravageurs. Sur la base du volontariat, certains vigneronns commencent dès 2005 à planter ici et là des haies et des arbres. On renoue même avec la tradition de planter des amandiers au milieu des vignes : cet arbre d'origine méditerranéenne apprécie en effet la douceur du climat et les sols calcaires de ce terroir unique.

DES PAYSAGES PLUS VARIÉS

Dans un premier temps, des études⁽¹⁾ sont menées pour identifier les différents ravageurs dans les parcelles et observer des corrélations qui existent avec les éléments qui constituent le paysage. On remarque ainsi que l'espèce *Eudemis* - un papillon dont le ver s'attaque à la grappe de raisin - est moins présent quand le paysage est plus diversifié. En 2008, les choses sont formalisées à l'occasion de l'adoption d'un plan d'aménagement d'appellation : dans certaines zones, les grandes étendues de vigne sont alors fragmentées en créant des corridors de biodiversité. Plantation de haies, de bosquets, végétalisation d'anciens murs... en tout 20 kilomètres de zones écologiques réservoir sont aménagés entre 2004 et 2012, en plus des 14 kilomètres déjà existants. Les espèces buissonnantes utilisées (viorne, cornouiller, fusain, bourdaine, etc) sont des essences champêtres déjà présentes dans les espaces naturels environnants. Elles sont ainsi plus rustiques et mieux adaptées pour accueillir la faune locale. Il est prouvé que la plantation de ces haies favorise la présence des insectes auxiliaires et accroît la biodiversité autour des vignes, mais permet-elle pour autant d'utiliser moins de pesticides ? « *Il est encore trop tôt pour chiffrer les effets liés à ces nouveaux aménagements paysagers* », reconnaît Marie-Anne Simonneau, du syndicat des producteurs de Saumur-Champi-

AGRICULTURES
PRODUISONS
AUTREMENT



Photographies © Pascal Xudenaiz/minagricult.fr

CHIFFRES

L'AOP Saumur- Champigny

9 communes

120 producteurs

1 600 hectares
de vignes en
production, dont
95 % de cépage
cabernet franc

100 % des
inter-rangs
enherbés

10 millions de
bouteilles par an

50 millions
d'euros de chiffre
d'affaires

93 % des ventes
réalisées en France

←
Apprendre à regarder le
paysage, à observer
la biodiversité et les
zones naturelles...
tout un programme !
Ci-contre, deux classes
de Seconde pro
viticulture/œnologie
et aménagements
paysagers du lycée
Edgard Pisani de
Montreuil Bellay
(Maine-et-Loire).

gny. « En rendant obligatoire l'enherbement des inter-rangs, nous avons déjà fortement réduit l'utilisation d'herbicides. Et nous espérons pouvoir réduire également l'utilisation d'insecticides dans les prochaines années. » En parallèle, l'appellation Saumur-Champigny met régulièrement à la disposition des vignerons des bulletins d'information détaillant le niveau de pression exercé par les parasites et les maladies sur l'aire de production. Ces outils d'aide à la décision accompagnent la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et en premier lieu celui des insecticides. Au-delà de la plantation de haies, c'est donc une démarche globale en faveur de l'agriculture durable qui se met en place dans ce vignoble. Des initiatives qui doivent beaucoup au dialogue et à l'entraide entre vignerons, comme le souligne Patrice Rétif : « la bonne entente qui règne dans l'appellation est une force. On arrive à bouger et à faire des choses ensemble. Dans une démarche collective comme la nôtre, ça change tout. »

Cédric Charpentier ●

(1) La réalisation des études et la mise en place des aménagements paysagers ont été co-financées par le conseil général du Maine-et-Loire, par le syndicat des producteurs de Saumur-Champigny, par l'Union européenne et par le conseil régional des Pays de la Loire.



GRANDES CULTURES

Accepter les prises de risque

QUENTIN DELACHAPELLE EST UN AGRICULTEUR BIEN DANS SES BOTTES. DEPUIS QU'IL A RÉDUIT SON UTILISATION DE PHYTOSANITAIRES, IL SE SENT PLUS EN PHASE AVEC LES ATTENTES DE LA SOCIÉTÉ. SA VISION DE L'AGRICULTURE DE DEMAIN ? UNE ACTIVITÉ MIEUX INTÉGRÉE DANS SON TERRITOIRE ET QUI MAINTIEN SES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES.

AGRICULTURES
PRODUISONS
AUTREMENT

Sur les terres de Champagne-Ardenne, les cultures côtoient les éoliennes installées en plein champ. Quentin Delachapelle s'est installé en 2008 à la suite de son père sur les 160 hectares de l'exploitation familiale, à Somme-Yèvre, aux abords de la champagne crayeuse. « J'ai eu conscience très vite que l'époque de mon père était révolue. L'année de mon installation, nous avons rencontré une grosse perte de rendement liée à un vulpin devenu résistant aux traitements herbicides. » L'agriculteur décide alors de changer sa façon de raisonner, pour privilégier une vision à long terme : « je me suis dit qu'il valait mieux avoir une conduite agronomique de l'exploitation alors que jusqu'ici, nous avions plutôt une conduite par rapport au po-

« Chercher à avoir une rentabilité constante sur ses parcelles, c'est comme vouloir faire le Paris-Dakar en gardant la même vitesse tout le temps ! »



© Cheick Saïdou/min.agri.fr

DONNÉES EXPRESS

Le désherbage chimique est pratiqué sur 98 % des surfaces de grandes cultures, associé dans certains cas au désherbage mécanique. Plus de la moitié des surfaces de betterave, 29 % des surfaces de tournesol et 21 % des surfaces en maïs associent ainsi les deux techniques.

LE CHIFFRE

2/3 des exploitations agricoles cultivent des grandes cultures en France métropolitaine.

tentiel de chaque parcelle. Sur les bonnes terres, nous mettons du maïs, et sur les mauvaises, nous ne mettons que des cultures d'hiver et des betteraves. » Il opère alors un changement radical de l'exploitation : en se fondant sur les principes de la protection intégrée des cultures, il met en place une rotation longue (minimum huit ans), introduit des cultures au profil environnemental intéressant comme la luzerne ou le chanvre, développe des infrastructures agro-écologiques (haies, bandes enherbées, etc.). Quant aux interventions phytosanitaires, elles sont décidées à la parcelle, en fonction de l'atteinte effective des seuils de nuisibilité et de la présence ou non d'auxiliaires de cultures. « Cela n'a pas été facile de faire accepter la prise de risques à mon entourage, mais je voulais me sentir en phase avec les attentes de la société », avoue Quentin Delachapelle.

UNE AGRICULTURE BIEN DANS SON TERRITOIRE

Quentin Delachapelle mise aussi sur d'autres méthodes agricoles alternatives : il décale la date des semis pour étaler sa récolte, utilise le désherbage mécanique et la technique du faux-semis. « Je me sens désormais acteur d'une agriculture bien dans son territoire. Mon objectif est de diminuer ma dépendance aux intrants et de valoriser l'agronomie pour être moins sensible aux aléas économiques et environnementaux. » L'exploitation est membre d'un centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam) adhérent au réseau agriculture durable. Un groupe qui travaille sur les interactions entre l'agronomie et la biodiversité, en lien avec des associations environnementales locales et l'Inra de Colmar. En trois ans, Quentin Delachapelle a divisé par deux l'utilisation de phytosanitaires sur son exploitation. Par rapport à un système conventionnel, il a réduit sa consommation d'azote de 25 %, et de moitié sa consommation en potassium et en phosphore. Tout ça en maintenant une production dans la moyenne de sa région, soit 83 quintaux par hectare en blé, et en améliorant sa marge brute. Sa conjointe, actuellement en cours de reconversion professionnelle, devrait s'installer prochainement sur l'exploitation.

Claire Thibault ●

MARAÎCHAGE

Gamour, un projet qui fait mouche



SUR L'ÎLE DE LA RÉUNION, LE PROGRAMME GAMOUR FACILITE LA VIE DES MARAÎCHERS ET LEUR APPREND À PRODUIRE AUTREMENT. UNE INITIATIVE ZÉRO PESTICIDE CONÇUE DANS LE CADRE DU PLAN ECOPHYTO.

Sergio Victoire est un chanceux. Dans les années 90, il implante son exploitation maraîchère au cœur du cirque de Salazie, poumon vert de l'île de la Réunion, vallée luxuriante idéale pour la culture de bananes et de chouchous (légume consommé sous les climats chauds). Un cadre de travail pour le moins idyllique, où le cultivateur a longtemps mené une agriculture intensive. « Lorsque ma génération a débuté dans la profession, la règle était de produire à tout prix, de désherber massivement les parcelles pour un meilleur rendement », se souvient Sergio Victoire. « Mais nous avons abusé de ces techniques. Aujourd'hui, j'ai pris un virage radical dans ma façon de produire. » Un virage que l'agriculteur opère fin 2009, persuadé qu'il existe des méthodes alternatives à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, meilleures pour la santé humaine et pour l'environnement. « Cette année-là, je me suis lancé dans un essai avec le Cirad et j'ai suivi le projet Gamour.⁽¹⁾ » Jean-Philippe Deguine est agro-écologue à la Réunion. Responsable des programmes de recherche en protection des cultures pour le Cirad, il accompagne les agriculteurs vers des méthodes économes en pesticides. Pour lui, pas de mystère. Le projet Gamour est la solution pour lutter contre l'ennemi n°1 des maraîchers réunionnais : la mouche des légumes. « En pondant leurs œufs dans les chouchous, les mouches peuvent détruire jusqu'à 60 %

des récoltes », rappelle le chercheur. « L'une de nos techniques consiste à isoler les chouchous infestés dans une tente. Les mouches ne peuvent pas sortir mais des auxiliaires de culture comme les petites guêpes sont capables d'entrer pour les détruire. »

Une méthode qui offre un second souffle à l'écosystème de l'exploitation : pour faire revenir les auxiliaires de culture, Sergio Victoire a cessé de désherber sous les treilles. En préférant un enherbement naturel maîtrisé, il aide les sols à se repeupler et ralentit leur érosion. Aujourd'hui, au bout de trois ans, le maraîcher a éliminé 95 % des mouches qui piquent sur son exploitation ; il n'utilise plus aucun pesticide et espère obtenir un agrément d'agriculture biologique courant 2013.

Mais si le projet a déjà remporté le trophée de l'agriculture durable en 2011, il reste encore à en activer la diffusion sur l'île, qui a débuté dans les fermes pilotes. Sur ce point, Jean-Philippe Deguine reste confiant : il croit en la prise de conscience des Réunionnais et ne compte pas s'arrêter là. Sa nouvelle cible ? Les producteurs de mangue, à l'international, dont la filière pourrait être dynamisée par la commercialisation de mangues sans pesticides.

Anaïs Condomines ●

⁽¹⁾ Gestion agro-écologique des mouches des légumes à la Réunion.

ZOOM

▲ Les fermes pilotes et le plan écophyto

Une ferme pilote, c'est comme un tube à essai dans lequel le scientifique crée ses expérimentations. Dans le cadre du plan écophyto, le dispositif des fermes DEPHY vise à élaborer des techniques économes en produits phytopharmaceutiques, par filières de production.

À l'instar de l'exploitation de Sergio Victoire, plus de 2 000 fermes pilotes sont ainsi recensées pour l'année 2012.

En adoptant des démarches novatrices, en expérimentant une agriculture durable, elles démontrent que la réduction de pesticides est possible.



AGROFORESTERIE

« Les arbres protégeront mes parcelles du vent »

SUR LES TERRES NOIRES ET FERTILES DE LIMAGNE, EN AUVERGNE, JEAN-SÉBASTIEN GASCUEL S'EST LANCÉ, DEPUIS 2010, DANS L'AGROFORESTERIE. EXPLICATION D'UN CHOIX QUE BEAUCOUP JUGENT DÉROUTANT.

LE CHIFFRE

Pratique récente, l'agroforesterie représente en France **10 000** hectares de terres agricoles.



↑ Passé à l'agriculture bio en 2005, J.S. Gascuel produit 12 types de cultures : luzerne, maïs, orge, pois, avoine, tournesol, soja, blé, triticale, féverole, seigle ou épeautre. En 2010, une nouvelle étape a été franchie : 6 hectares sont cultivés en agroforesterie.

Située en bordure de l'autoroute A71 sur la commune de Gerzat, l'une des parcelles céréalières de Jean-Sébastien Gascuel détonne dans le paysage de la chaîne des Puys, à proximité de Clermont-Ferrand. Depuis décembre 2010, des merisiers, des cormiers, des féviers, des alisiers et des ormes poussent au milieu des cultures céréalières. 305 arbres ont été plantés sur sept bandes espacées de 24 mètres. Pour cet agriculteur de 56 ans, sa parcelle d'agroforesterie est un premier test grandeur nature mené en collaboration avec l'Inra. Au bout de cinq ans environ, un arbre sur deux sera sélectionné et broyé, les autres se développeront pendant une cinquantaine d'années.

« Je sais que je ne plante pas pour moi mais pour les générations à venir, même si aucun de mes enfants ne souhaite reprendre la ferme pour l'instant », reconnaît l'agriculteur, dont les choix suscitent l'étonnement chez ses confrères. En effet, la terre noire de Limagne est déjà très fertile alors pourquoi lui adjoindre des arbres qui prennent de la place, vont gêner les engins agricoles, voire créer une concurrence avec les semences ? Ces arguments contre l'agroforesterie, Jean-Sébastien Gascuel les balaya d'un revers de la main. « Les arbres n'occupent que 3 %

de ma surface cultivée. Avant de les planter, nous avons ameubli (creusé, ndlr) à 50 cm de profondeur pour que les racines se développent aisément à la verticale et ne créent pas de concurrence avec les cultures. Une fois qu'ils seront plus grands, ils vont favoriser la biodiversité, l'arrivée d'auxiliaires (insectes) et protéger mes parcelles contre le vent. Quand j'explique à mes confrères qu'au bout de 40 ans, ma parcelle sera préservée et produira le double grâce à la vente de céréales bio et des arbres, ils commencent à saisir davantage les enjeux. Mais les mentalités évoluent doucement », regrette Jean-Sébastien Gascuel, freiné par l'absence d'appui technique et privé du soutien des structures tournées davantage vers les exploitations agricoles conventionnelles.

« J'ai travaillé vingt ans en agriculture conventionnelle sur cette exploitation de 80 hectares qui appartenait à la famille de ma femme Chantal. Et un jour, explique l'agriculteur, j'ai eu le déclic. Cette vision de l'agriculture n'était plus la mienne, je voulais me rapprocher de la nature et proposer des aliments bio à mes clients. Je me suis alors orienté vers de nouveaux modes d'exploitation durables et respectueux de l'environnement. »



Photographies © Chantal Gascuel / min'agri.fr



À SAVOIR

Le mot du chercheur

Christian Dupraz, chercheur à l'Inra de Montpellier et fondateur de l'Association française d'agroforesterie (Afaf) :

« Les systèmes agroforestiers sont à la fois plus durables et plus productifs. Une exploitation de 100 hectares d'agroforesterie produit autant de bois et de produits agricoles qu'une exploitation de 140 hectares où l'on aurait d'un côté des plantations pour le bois, et de l'autre des plantations pour les cultures annuelles. »

**AGRICULTURES
PRODUISONS
AUTREMENT**

ZOOM

L'agroforesterie permet de :

- créer de la matière organique dans le sol, et de rendre ainsi les terres plus fertiles ;
- améliorer la qualité de l'eau, les racines des arbres agissant comme des filtres ;
- réintroduire des auxiliaires (insectes prédateurs des ravageurs des cultures) dans les parcelles, et donc de limiter les traitements phytosanitaires ;
- lutter contre le réchauffement climatique, les arbres captant le carbone de l'air.

En savoir plus : www.agroforesterie.fr

LE SAVIEZ-VOUS?

- Le deuxième pilier de la PAC (Feader) apporte un soutien financier aux agriculteurs qui plantent des arbres sur leurs parcelles

En l'an 2000, Jean-Sébastien et Chantal Gascuel s'engagent dans un contrat territorial d'exploitation (CTE) qui prévoit la mise en place d'un ensemble de mesures environnementales. « Nous avons pu replanter des haies, des bandes herbeuses et des bandes fleuries pour redonner un peu de vie à ce paysage presque désert », souligne Jean Sébastien Gascuel. Cinq ans plus tard, avec l'aide de techniciens agricoles, ils se convertissent à l'agriculture biologique. « Nous avons opté pour un système de rotation longue, sur plus de 10 ans. L'idée est de jouer l'alternance entre les cultures de plein champ et les cultures en ligne, et l'alternance entre les cultures d'hiver et les cultures de printemps pour casser le rythme des parasites. »

En 2012, le chiffre d'affaires de son exploitation atteignait pourtant plus de 100 000 euros avec un excédent brut d'exploitation (EBE) de plus de 60 000 euros, ce qui augure encore de belles perspectives d'avenir pour son exploitation.

Claire Thibault ●

ARBORICULTURE

Observer, expérimenter, innover

DANS LES HAUTES-ALPES, MARIE-PIERRE LIAUTAUD, ARBORICULTRICE, ENTEND TRAVAILLER EN HARMONIE AVEC LA NATURE, ÊTRE FIDÈLE À SES ENGAGEMENTS, SANS RENONCER LE MOINS DU MONDE À LA RENTABILITÉ DE SON EXPLOITATION. SA MÉTHODE ? BEAUCOUP D'OBSERVATION, DE LA CURIOSITÉ, ET UNE NÉCESSAIRE PRISE DE RISQUE. EN TOUTE CONFIANCE, GRÂCE AUX PRÉCIEUX CONSEILS DE L'INGÉNIEUR AGRONOME QUI L'ACCOMPAGNE DANS SES DÉMARCHES.

Marie-Pierre est de ces femmes qui n'ont pas froid aux yeux. Installée depuis 2004 sur une cinquantaine d'hectares dans les Hautes-Alpes, dont 31 en pommes, la jeune arboricultrice a, depuis toujours, une forte conscience environnementale. Un engagement éthique hérité de son père, dont elle a fait sa philosophie. Sans faire les choses à moitié. Au fil des ans, d'observation en expérimentation, elle a su faire évoluer un verger déjà bien préparé vers un modèle d'agro-écologie.

Tout a commencé par la confusion sexuelle, technique assez courante aujourd'hui chez les arboriculteurs, que son père a mise en place avec elle en 2002, avant qu'elle reprenne l'exploitation. « Grâce à cette technique, nous avons éliminé plus de six insecticides. Ensuite, en faisant des observations, je me suis aperçue que la suppression des insecticides faisait arriver des auxiliaires, et qu'un nouvel équilibre se mettait en place dans le verger. Pour amplifier ce phénomène, j'ai cessé de faucher en inter-rang », raconte Marie-Pierre Liautaud. « À l'époque, la règle était d'avoir des vergers qui ressemblaient à des terrains de golf », précise Céline Charles, sa conseillère technique et fidèle alliée : « Marie-Pierre est la première à avoir arrêté de faucher, quitte à ce que son verger passe pour abandonné, sale. » L'agricultrice rétorque du tac

au tac : « ce que disent les gens, je m'en fous. Arrêter de faucher, c'est moins de carburant, moins de main-d'œuvre, moins d'usure de matériel, et ça fait venir les auxiliaires. »

PRISE DE RISQUE

Entraînée dans cet espèce de cercle vertueux de la biodiversité, l'agricultrice recrée petit à petit un véritable écosystème dans son verger. D'année en année, elle introduit de nouvelles techniques, expérimente, invente... « Parfois elle me fait même un peu peur », sourit Céline. Car qui dit réduction des intrants dit forcément un minimum de prise de risques. Et donc une solide confiance en soi, en son exploitation... et en son technicien. Quand traiter ? Comment savoir si l'on est en train de mettre en danger la récolte de l'année ? Jusqu'où accepter des dégâts sur ses cultures sans réagir ? Chez Marie-Pierre, l'observation est fondamentale : « je considère qu'on n'est jamais assez dans son verger. Tous les agriculteurs savent reconnaître les ravageurs, alors pourquoi ne pas apprendre à déceler aussi la présence des auxiliaires – chrysopes, syrphes, perce-oreilles, etc. – qui sont nos alliés ? » Et en cas de doute, Céline est toujours là pour l'aider à prendre des décisions. Ensemble, les deux complices, heureuses d'être toujours « sur

la même longueur d'ondes », lancent aussi des expérimentations sur l'exploitation, pour aller encore un peu plus loin dans la démarche.

En ce moment, différents types d'enherbement sont ainsi testés, non plus en inter-rang, mais au pied de quelques pommiers. Habituellement, c'est un herbicide qui est utilisé pour empêcher les mauvaises herbes de pousser et faire concurrence aux arbres, notamment pour l'eau. Mais que se passe-t-il si, au lieu de désherber, on sème des espèces intéressantes d'un point de vue agronomique ?

Les prochaines récoltes le diront. Ensuite, si les mélanges semés résistent d'une année sur l'autre, qu'ils attirent des auxiliaires, et que les rendements sont au rendez-vous, la technique sera généralisée sur l'exploitation. Et un traitement herbicide supprimé par la même occasion. « Il faut y aller petit à petit, ne pas cesser tous les traitements d'un coup, sinon c'est la catastrophe », explique Marie-Pierre, « tout cela prend du temps ! »

Alice Billouet ●



→
« L'arboriculture, c'est complexe, pointu, et la moindre erreur peut être dramatique. Mon travail consiste à faire évoluer les pratiques des agriculteurs vers plus de durabilité, et donc à comprendre les freins et trouver les leviers pour passer le cap. Je trouve ça très intéressant », déclare Céline Charles, conseillère technique.



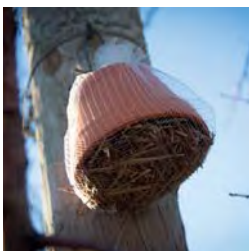
ZOOM

La biodiversité pour remplacer la chimie

Le principe : favoriser l'apparition d'auxiliaires de culture, qui prennent le relais des traitements chimiques pour éliminer les ravageurs. Zoom sur quelques techniques mises en place par Marie-Pierre Liautaud pour faire venir oiseaux, insectes et autres petites bêtes qui protègent son verger contre les hôtes indésirables :



– laisser pousser l'herbe entre les rangs de pommiers,



– installer des nichoirs : pour les mésanges (qui mangent les carpocapses, ces papillons dont la larve dévore l'intérieur des pommes), pour les perce-oreilles (qui mangent des pucerons), etc.,

– installer des fagots de sarments de vigne, qui abritent des acariens prédateurs des redoutables araignées rouges.

SANTÉ ANIMALE

Halte aux antibiotiques !

RÉDUIRE L'UTILISATION DES ANTIBIOTIQUES VÉTÉRINAIRES, COMME LE PRÉCONISE LE PLAN ECO-ANTIBIO ? POUR VINCENT PERRIER, ÉLEVEUR BIO INSTALLÉ EN EN RHÔNE-ALPES, C'EST AUJOURD'HUI UNE ÉVIDENCE : « DIMINUER, C'EST POSSIBLE, ET ON S'EN SORT MIEUX ! »



© Vincent et Myriam PERRIER

veaux ne dorment plus ensemble, nous les laissons téter leurs mères pendant plus longtemps et aller avec elles aux champs. Ils ont le temps de se construire un système de défense immunitaire. » L'exploitant cherche aussi à croiser ses vaches avec des races plus rustiques, donc plus résistantes. Peu d'achats extérieurs, moins de traitements et d'actes vétérinaires, ce sont autant de charges en moins. Les vaches produisent moins qu'avant, mais Vincent a augmenté son troupeau, passant d'une trentaine à une quarantaine de bêtes. Si bien qu'il a réussi à conserver le même niveau de production. Comme le lait bio est vendu plus cher, « on s'en sort mieux qu'avant, et quant à moi, j'ai retrouvé goût à mon travail. »

Axelle Breton ●

ZOOM

En volume, les quantités d'antibiotiques utilisés dans les élevages de vaches, porcs, volailles et autres, ont chuté en France, de **31 %** entre 1999 et 2011, et de **10 %** pour la seule année 2011.

Pour Vincent Perrier, éleveur depuis vingt ans, réduire les traitements chimiques passe par la prévention en amont, mais aussi par un changement radical de perspective : « il ne faut pas simplement soigner la maladie qui vient de se déclarer, mais comprendre son origine et ce qu'il faut changer, dans la conduite de l'exploitation, pour l'éviter. Il faut donner des munitions à l'animal pour qu'il se défende lui-même contre les attaques. » Pendant plus de dix ans, Vincent a travaillé en agriculture intensive – une véritable « course à la production ». En 2004, un événement personnel va changer la donne : il tombe gravement malade. « On se pose alors beaucoup de questions. Est-ce qu'il y avait, dans ma façon de travailler, des éléments qui ont augmenté mes risques de tomber malade ? Est-ce que je fais courir des risques, sans le vouloir, au consommateur ? » Alors sa femme et lui décident de changer les choses : produire un peu moins peut-être mais « avoir la main sur tous les intrants. »

Homéopathie, phytothérapie : la médecine alternative est la première option, le traitement chimique l'ultime recours. Mais surtout le suivi des bêtes est individualisé : « pour un éleveur laitier, la santé des mamelles de ses animaux est une préoccupation constante. Avant, on traitait systématiquement aux antibiotiques tout le troupeau au début des deux mois de tarissement qui suivent la période de traite. Aujourd'hui, on contrôle les cellules du lait de chaque vache, et on ne traite que celles qui en ont besoin, soit moins de 25 % du troupeau. »

C'est aussi toute la conduite de l'exploitation qui est analysée : « pour éviter la promiscuité et donc la propagation rapide de maladies éventuelles, les



www.agriculture.gouv.fr/ecoantibio

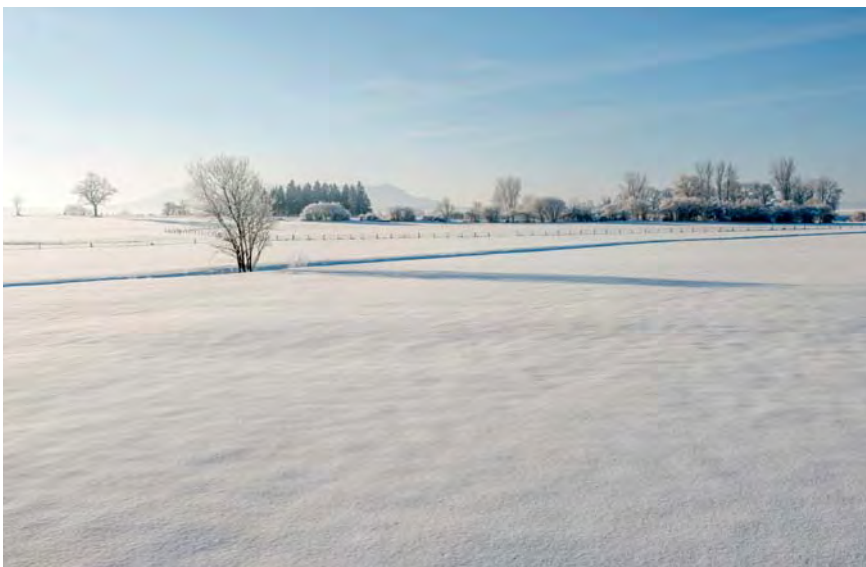




ALIMENTATION ANIMALE

« Notre richesse, c'est l'herbe »

POUR FABRIQUER DU COMTÉ, IL FAUT DU LAIT... ET BEAUCOUP D'HERBE POUR ALIMENTER LES VACHES QUI LE PRODUISENT. ALINE BURRI, INSTALLÉE AVEC SON MARI EN PRODUCTION LAITIÈRE DANS LE JURA, A FAIT LE CHOIX DE LIMITER LES INTRANTS SUR SA FERME, EN MISANT SUR UNE MEILLEURE VALORISATION DE L'HERBE. SON OBJECTIF : TRANSMETTRE À SES ENFANTS UNE EXPLOITATION AGRICOLE AUTONOME EN FOURRAGE.



Aline et Didier Burri ne manquent ni d'idées ni d'énergie ! Dans leur ferme située en moyenne montagne, au cœur du Jura, ils ont changé leur système d'alimentation du troupeau de Montbéliardes pour diminuer les rations d'aliments concentrés au profit de l'herbe et du foin. « Suite à notre voyage en Suisse en 2011, on a changé notre manière de travailler, se souvient l'agricultrice. Le parcellaire autour de la ferme a été repensé pour que les vaches passent plus souvent sur des parcelles plus petites afin de valoriser l'herbe au maximum. On a donc délimité 21 parcelles d'un hectare. À la belle saison, les bêtes pâturent chaque jour une parcelle différente, et on recommence au bout de 21 jours », résume Aline. L'objectif d'aller vers une plus grande autonomie fourragère est donc atteint. La nouvelle organisation a aussi permis la mise en place de chemins en dur pour les déplacements du troupeau et l'installation d'un système d'abreuvoirs plus économe, qui évite les trajets de ravitaillement. Pour amplifier le mouvement vers l'autonomie fourragère, le couple a décidé d'installer, dès 2013, sur le bâtiment de stockage du foin, un système de double toiture (l'une au dessus de l'autre) : le soleil chauffe l'air qui est ensuite ventilé pour sécher l'herbe récoltée. « On ne sera plus tributaire de la météo pour faire notre foin, c'est important car nous avons souvent des orages », précise Aline.

Tous ces aménagements visent à réduire la consommation d'intrants de l'exploitation. En ligne de mire : la transmission de la ferme. Manon, la fille d'Aline et Didier, âgée de seulement 19 ans, va bientôt s'installer comme agricultrice aux côtés de ses parents. Son frère pourrait aussi, à terme, rejoindre l'exploitation. Afin d'assurer leur avenir, Aline et Didier ont ajouté un volet "tourisme" à leur exploitation.

Et pour demain ? La famille a déjà dans les cartons d'autres projets d'accueil du public, avec de nouveaux bâtiments et de nouveaux services. Penser à l'avenir, s'inspirer de ce qui se fait ailleurs et toujours aller de l'avant : pour Didier et Aline, ce sont les trois fondements de la démarche "Produisons autrement".

Cédric Charpentier ●



Photographies © Pascal Xicluna / mm.agri.fr



ZOOM

Évoluer en groupe

Présidente du groupement de vulgarisation agricole (GVA) local, Aline Burri met en place, avec la Chambre d'agriculture, des réunions entre éleveurs portant sur les coûts de production. Lors de ces sessions, certains participants présentent leur système de production, détaillent leurs résultats économiques, le poids des charges... Ces groupes de parole permettent à chacun de se situer par rapport aux autres et de découvrir les pratiques

qui ont fait leurs preuves ailleurs. « *Chaque exploitation est différente, il n'y a pas de formule miracle qui marcherait partout* », souligne Aline Burri. Au-delà des questions de coûts de production, ces réunions permettent aux agriculteurs de remettre en question leurs pratiques et surtout d'échanger, de s'informer sur l'avenir de la filière. Une manière aussi, pour certains, de rompre l'isolement ou de faire jouer la solidarité entre éleveurs.

AGRICULTURES
PRODUISONS
AUTREMENT



→
Aline et Didier Burri ont constitué deux chalets aménagés en gîtes de 8 couchages (4 épis). « *Nous les avons réalisés nous-mêmes. Ils permettent de dégager un complément de revenus, et c'est un capital pour nos enfants !* », explique Aline. www.chalets-chemins-verts.fr



LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Comté est le 1^e fromage AOP de France.
www.comte.com